

Résumé

Afin d'établir et de consolider la place prédominante du français, le Québec s'est doté d'une politique linguistique ambitieuse d'intégration en français des immigrants. Dans l'esprit de cette politique, et sans exclure l'anglais ou d'autres langues, le français doit être la principale langue utilisée dans la communication publique (au travail, dans l'enseignement, dans les communications avec les services de l'État, dans le commerce et les affaires). Si le contexte socio-linguistique québécois actuel reflète cette orientation politique — notamment dans la RMR de Montréal, où vivent 75 p. 100 des immigrants —, une analyse plus approfondie de la situation montre une grande diversité de profils d'intégration linguistique des immigrants.

Aux fins de cette analyse, l'étude délaisse les données sur le poids démographique des groupes linguistiques (francophones, anglophones, allophones) définis par une seule langue (que ce soit la langue maternelle ou la langue principale d'usage à la maison), pour plutôt prendre en compte les données qui permettent de voir la remarquable diversité des profils linguistiques que l'on rencontre dans la population. Si le français est prédominant, le bilinguisme d'une grande partie de la population de la RMR de Montréal, mais aussi de l'ensemble du Québec, est une caractéristique importante de la réalité linguistique, tout comme l'est l'usage de l'anglais dans la vie quotidienne, au travail notamment.

Il ne fait aucun doute que, pendant les 30 dernières années, un progrès considérable a été réalisé en ce qui a trait à la participation des immigrants à la vie en français au Québec. Pour une majorité d'entre eux, le français prédomine dans plusieurs contextes : ils l'utilisent de préférence (au lieu de l'anglais) dans la sphère publique, et aussi, parfois, dans la vie privée. Toutefois, la majorité des immigrants et de leurs enfants tiennent à connaître le français et l'anglais, parce que, à l'instar de la plupart des citoyens qu'ils côtoient, ils ont compris que la vie dans une société québécoise moderne et ouverte sur le monde exige la connaissance des deux langues.

Par ailleurs, il est certain que la participation des immigrants à la vie en français n'est pas aussi grande que plusieurs le souhaiteraient, ce qui suscite fréquemment des appels au resserrement de la politique linguistique. Dans quelle mesure cette voie devrait-elle être empruntée ? Le débat public en décidera. Mais, dans ce débat, l'étude recommande de prendre en compte un fait historique essentiel : les progrès réalisés par le français au Québec ne sont pas dus à la seule mise en œuvre d'une politique linguistique ; ils sont largement tributaires des changements socio-économiques marquants survenus depuis la Révolution tranquille, qui ont permis aux Québécois de langue maternelle française d'occuper la place qui leur revient dans l'espace économique, culturel, scientifique et politique. De la même façon, l'intégration linguistique des immigrants est plutôt tributaire de leur intégration sociale et économique, qui présente encore de nombreuses lacunes et que les politiques publiques et les actions de l'État devraient favoriser davantage.